

Assises nationales de la recherche et de l'innovation - Duchesne prête l'oreille aux propositions des participants

17 avril 2013 | Pauline Gravel | Science et technologie

Au terme des Assises nationales de la recherche et de l'innovation qui se sont déroulées à Québec lundi et mardi, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, s'est montré ouvert aux propositions formulées par les participants, notamment à celle d'établir une Politique nationale de la recherche et de l'innovation d'une durée de cinq ans plutôt que de trois ans comme les stratégies précédentes.

Le ministre a également acquiescé à la recommandation du recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, lequel invite le gouvernement du Québec « à revenir à la charge auprès du gouvernement fédéral » afin que ce dernier contribue plus substantiellement au financement des frais indirects de la recherche, qui correspondent aux coûts liés notamment à l'exploitation et à l'entretien des installations (laboratoires, animaleries) utilisées par les chercheurs. « En 2010-2011, le sous-financement des frais indirects par le fédéral a engendré un déficit de 172 millions de dollars pour le Québec », a rappelé le ministre, qui semble déterminé à exiger du fédéral une compensation.

Lundi soir, le ministre Duchesne a souligné que le monde de la recherche peut compter sur le soutien de six ministères du gouvernement québécois.

Atmosphère collégiale

Les assises se sont déroulées dans une atmosphère collégiale, voire scolaire. Les participants (chercheurs et entrepreneurs) réunis par petits groupes de six ou huit autour de tables rondes devaient déterminer en une quarantaine de minutes deux priorités associées à un thème précis, qu'un représentant de chaque équipe devait ensuite exposer en deux minutes lors d'une séance plénière. Lundi soir, trois cycles de discussions ont porté sur les « trois grands enjeux de société » que le ministre Pierre Duchesne avait préalablement identifiés comme prioritaires en recherche, soit les changements démographiques, le développement durable et l'identité nationale.

Mardi, les participants ont été invités à adopter la même formule pour identifier des stratégies visant à accroître la synergie entre les divers acteurs du système de recherche et d'innovation, à améliorer la formation des chercheurs et la main-d'oeuvre qualifiée et pour proposer des stratégies concrètes qui pourraient assurer un financement stable de la recherche et de l'innovation.

Selon le directeur du CIRRELT, Bernard Gendron de l'Université de Montréal, ces assises « étaient clairement un exercice de relations publiques, mais qui a permis de parler de recherche dans l'espace public. Autre point positif, le gouvernement a affiché sa ferme volonté de financer la recherche. Et ce discours semble émaner de plusieurs ministères », a-t-il confié au Devoir mardi soir. Selon M. Gendron, les sujets abordés étaient toutefois peu conflictuels, ceux qui auraient pu fâcher avaient été écartés.